

Les « Nobels verts » récompensent des militants écologistes de terrain

Prix Goldman 2019

Partage international n° 371 - Juillet 2019

« Le rôle des militants de terrain, qui est valorisé et récompensé chaque année par le Prix Goldman, est au centre du processus par lequel progresse l'humanité, a déclaré le militant écologiste et ancien vice-président américain, Al Gore, lors de la 30^e édition de la remise du Prix Goldman de l'environnement, en avril 2019. Je me sens inspiré par le militantisme local qui se trouve récompensé par les prix décernés cette année tout comme au cours de ces 29 dernières années. »

Souvent désigné comme le « Prix Nobel vert », le Prix Goldman de l'environnement est le prix le plus prestigieux dans le monde pour les militants écologistes de terrain. Il est remis chaque année à des héros de l'environnement de chacun des six continents habités du monde. Depuis sa création en 1990, le prix a rendu hommage à 194 environnementalistes de 89 pays. Les courageux lauréats récompensés cette année viennent du Libéria, du Chili, des Îles Cook, des États-Unis, de Mongolie et de Macédoine du Nord, et ont reçu chacun un soutien financier pour la poursuite de leurs travaux environnementaux.

Prévenir les destructions causées par l'huile de palme

Alfred Brownell, Libéria - Les forêts du Libéria forment une partie de la forêt de Haute Guinée, une étendue de forêt tropicale humide allant de la Sierra Leone au Nigéria, qui a été classée comme l'une des 25 réserves de biodiversité les plus importantes de la planète. Ces forêts tropicales luxuriantes, « les poumons de l'Afrique de l'Ouest » agissent comme des puits de carbone indispensables et constituent un habitat essentiel pour de nombreuses espèces menacées - dont les chimpanzés et les hippopotames nains - et pour la plus grande population d'éléphants d'Afrique de l'Ouest.

Les forêts du Libéria sont gravement menacées par

les offensives du gouvernement qui promeut le développement économique en accordant de vastes concessions aux sociétés d'exploitation minière, de bois d'œuvre et d'huile de palme. En 2010, Golden Veroleum Liberia (GVL), entreprise agro-industrielle basée en Asie du Sud-Est, a obtenu du gouvernement libérien un bail de 65 ans portant sur 220 000 hectares de terres forestières, afin de développer une production d'huile de palme.

Pour installer ses plantations de palmiers à huile, GVL a défriché les forêts communautaires et les sites sacrés sans préavis ni indemnisation adéquate pour les populations autochtones qui y vivent. Ce faisant, GVL a détruit des terres agricoles et pollué des sources d'eau locales, mettant en danger l'approvisionnement en eau douce des communautés et portant atteinte à leur culture et à leurs moyens de subsistance. Lorsque les habitants ont dénoncé les destructions, GVL a reçu le soutien des autorités libériennes, qui ont harcelé, menacé et détenu arbitrairement des habitants sans aucun motif.

En 2011, Alfred Brownell, avocat libérien spécialiste des droits de l'homme et de l'environnement, a commencé à travailler avec les communautés locales pour mettre fin à l'accaparement des terres et à la dévastation de l'environnement.

A. Brownell savait que GVL dépendait de sa certification par le RSPO (Table ronde sur l'huile de palme durable), l'organisme mondial de certification de l'huile de palme, pour obtenir un financement et vendre son huile de palme. Sans cette certification, GVL ne peut pas vendre aux principaux acheteurs - tels qu'Unilever et Cargill, qui ont accepté d'acheter uniquement de l'huile de palme produite de manière durable - et pouvait ne pas être en mesure de financer ses activités.

En 2012, A. Brownell a déposé une plainte auprès de la RSPO détaillant les atteintes à l'environnement commises par GVL dans le domaine de l'environnement. En réponse, le RSPO a ordonné à GVL de suspendre les travaux. A. Brownell a fait venir des ONG internationales et des médias pour enquêter sur la déforestation par GVL et le manque de consentement des communautés dans le processus. En juillet 2018, le RSPO a rejeté l'appel de GVL contre l'arrêt du projet, confirmant la plainte

de A. Brownell. Ses efforts ont empêché le défrichage de 207 600 hectares de terres.

Après cette décision favorable, A. Brownell a vu sa sécurité menacée. Il a juste eu le temps de s'enfuir du Libéria avec sa femme et ses enfants, et ils vivent maintenant en exil aux Etats-Unis.

« Il est temps de se préoccuper de la provenance de l'huile de palme utilisée par les marques, a déclaré A. Brownell dans son discours de lauréat du Prix Goldman. Lorsqu'on se trouve dans une épicerie, cette destruction est invisible... Ainsi, lorsqu'on achète des collations, des glaces et des bonbons, ou du rouge à lèvres et du vernis à ongles, il est important de se rappeler les conséquences, hors de notre vue. »

Nous avons droit à davantage d'information sur les produits contenant de l'huile de palme, avec un meilleur étiquetage, des réglementations plus strictes et une réelle représentation des causes et des effets. N'oublions pas que c'est la forêt qui produit l'oxygène qui nous donne la vie. »

Sauver une rivière sacrée

Alberto Curamil, Chili – La rivière Cautín débute comme un filet dans les montagnes volcaniques du centre du Chili et traverse le cœur du territoire indigène des Mapuches.

« Lors de nos cérémonies et de nos prières, nous invoquons les esprits des rivières et des montagnes, a déclaré le chef mapuche Alberto Curamil. L'eau est la vie pour nous. C'est un être spirituel qui nous donne la force. »

A. Curamil se consacre à la préservation de la culture de son peuple et à la protection de sa terre sacrée et de son eau. Aussi, lorsque le gouvernement du Chili a annoncé son intention de lancer, entre 2010 et 2015, des dizaines de projets de constructions hydro-électriques sur les rivières locales, dont deux sur la rivière Cautín, A. Curamil est passé à l'action.

Les deux projets devaient détourner plus de 1.9 milliard de litres d'eau par jour du fleuve et dévaster l'écosystème local. La région souffrait déjà de la sécheresse depuis des années.

A. Curamil a utilisé les rassemblements traditionnels des Mapuches pour organiser la résistance aux projets. Il a invité des membres de la communauté non mapuches, des organisations environnementales et des universitaires qui ne participaient pas traditionnellement aux assemblées autochtones.

La stratégie d'A. Curamil comprenait des manifestations de rue, des marches et des barrages routiers. En outre, il s'est associé à une équipe d'avocats bénévoles et a contesté en justice, affirmant que le gouvernement chilien avait violé la loi chilienne, qui garantit un consentement libre, préalable et éclairé avant de lancer tout projet de grand ouvrage.

A. Curamil a surmonté les persécutions et les attaques violentes pour éviter les divisions et unir les Chiliens afin de mettre un terme aux projets hydro-électriques. Grâce à son rôle de premier plan, les deux projets ont été annulés en 2016.

En août 2018, la police chilienne a arrêté et emprisonné A. Curamil pour sa participation présumée à des activités criminelles. Sa famille et ses collègues pensent qu'il s'agit d'une tentative pour le faire taire. Il est toujours en prison à ce jour.

Protéger Marae Moana (l'Océan sacré)

Jacqueline Evans, Iles Cook – Les Iles Cook sont réparties entre 15 petites îles sur plus de 2 millions de km² dans le sud de l'océan Pacifique. Le territoire océanique des Cook est riche en biodiversité marine : baleines, tortues de mer, raies manta, oiseaux de mer, plusieurs espèces de requins menacés et baleines à bosse en migration.

L'écologiste Jacqueline Evans a dirigé une campagne de terrain de cinq ans visant à protéger l'incroyable biodiversité de ces îles. Grâce à sa persévérance, les Iles Cook ont promulgué en juillet 2017 une loi pour assurer la gestion durable de 2 millions de km² du territoire océanique du pays, comprenant la création d'aires marines protégées dans un rayon de 92 kilomètres autour des îles. La zone de conservation et de protection nouvellement créée a été nommée Marae Moana (l'Océan sacré).

« Notre peuple croit que l'océan a une personnalité, a déclaré J. Evans lors de la réception du Prix Goldman. Nos légendes racontent des conversations avec des requins et des baleines. Nous avons un dieu de la mer. C'est pourquoi il n'est pas surprenant que notre premier ministre, Henry Puna, nous ait demandé d'explorer le concept des droits de la mer en tant qu'entité juridique. Il ne suffit pas d'établir des aires marines protégées, d'exiger des évaluations de l'impact sur l'environnement et d'adopter des lois, des directives et des normes. Nous devons cesser de considérer l'océan comme un dépotoir et un lieu aux ressources illimitées. Notre océan a été maltraité, méprisé et il est menacé. Notre océan appelle au secours. Tout comme les personnes victimes de

violences et menacées se voient accorder des droits, nous devons accorder des droits à l’océan. »

Blocage de la construction d’un terminal pétrolier

Linda Garcia, Etats-Unis - En février 2018, L. Garcia a mobilisé les habitants de la région afin qu’ils empêchent la construction du terminal pétrolier Tesoro Savage, à Vancouver (Washington). Son action aura protégé les habitants de la pollution atmosphérique et l’environnement des gorges de la rivière Columbia. En empêchant la construction du plus grand terminal pétrolier d’Amérique du Nord, L. Garcia a stoppé la circulation de 42 millions de litres de pétrole brut par jour entre les Etats du Dakota du Nord et de Washington.

« Chaque mesure prise pour protéger notre planète est un geste de bravoure, quelle que soit sa taille », a-t-elle déclaré.

Création d’une réserve naturelle dans le désert de Gobi

Bayarjagal Agvaantseren, Mongolie - En 2016, B. Agvaantseren a contribué à la création de la réserve naturelle de Tost Tosonbumba, dans le désert de Gobi un habitat essentiel pour le léopard des neiges vulnérable, puis a persuadé le gouvernement mongol d’annuler les 37 permis d’exploitation minière dans la réserve. Il s’agit d’une victoire sans

précédent pour le léopard des neiges car, depuis 2018, il n’y a plus de mines en activité dans la réserve - et toutes les activités minières sont illégales. *« Nous, les humains, ne sommes pas les seuls êtres vivants sur la planète et devons coexister avec toutes les autres espèces, comme le léopard des neiges, si nous voulons survivre », a déclaré B. Agvaantseren.*

Préserver l’habitat du parc national

Ana Colovic Lesoska, Macédoine du Nord - A. Lesoska a mené une campagne de sept ans visant à supprimer le financement international de deux grandes centrales hydro-électriques prévues dans le parc national de Mavrovo, protégeant ainsi l’habitat du lynx des Balkans, presque disparu. En 2015, la Banque mondiale a renoncé à financer un projet hydro-électrique et, en 2017, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement a annulé son prêt au gouvernement macédonien pour le second projet.

« Les zones protégées démontrent que les êtres humains peuvent tout à fait vivre avec la nature sans la blesser », a-t-elle déclaré.

Sources : goldmanprize.org

Thématiques :

Rubrique : [Divers](#) ()